



Assemblée générale

Distr. générale
17 août 2022
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur l'Examen périodique universel
Quarante et unième session
7-18 novembre 2022

Rapport national soumis en application des résolutions 5/1 et 16/21 du Conseil des droits de l'homme*

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

* La version originale du présent document n'a pas été revue par les services d'édition.



Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	3
II. Méthode et consultations.....	3
III. Cadre général de la protection et de la promotion des droits de l’homme et cadre général de la lutte contre la discrimination	3
Acceptation des normes internationales relatives aux droits de l’homme	3
Cadre juridique de la protection et de la promotion des droits de l’homme et cadre juridique de la lutte contre la discrimination au niveau national	4
IV. Progrès, meilleures pratiques, difficultés et contraintes	5
A. Égalité et discrimination	5
Lutte contre les crimes de haine	5
Minorités ethniques	5
Égalité des sexes.....	6
Handicap	9
Droits économiques, sociaux et culturels	10
Personnes lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres	10
B. Entreprises et droits de l’homme	11
Incidences sur les droits de l’homme	11
Commerce des armes.....	11
Esclavage moderne et traite des êtres humains	12
C. Conditions de détention	13
Prisons	13
Armée.....	15
D. Pauvreté et protection sociale	15
Atténuation des effets de la pauvreté sur les enfants	17
E. Droits de l’enfant	18
Convention relative aux droits de l’enfant	18
Lutte contre l’exploitation et la maltraitance des enfants	18
F. Autres questions relatives aux droits de l’homme	19
Formation des agents publics aux droits de l’homme	19
Droits de l’homme et lutte antiterroriste.....	20
Riposte à la pandémie de COVID-19.....	20
Autres réalisations	21

I. Introduction

1. Le Royaume-Uni se réjouit de participer au quatrième Examen périodique universel (EPU) de la situation des droits de l'homme sur son territoire. L'EPU est un processus constructif permettant aux États d'apprendre les uns des autres et de s'entraider pour protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales. Le Royaume-Uni reste pleinement attaché à l'EPU et au système d'établissement des rapports à présenter au titre des instruments des Nations Unies, ainsi qu'à la promotion des droits de l'homme au niveau international. Depuis le dernier dialogue engagé au titre de l'EPU en mai 2017, le Royaume-Uni a présenté des rapports et des réponses aux organes conventionnels compétents de l'ONU, à savoir sa réponse à la liste des points à traiter au titre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, son septième rapport périodique au titre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, accompagné de son document de base commun actualisé, et son rapport annuel au titre de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (2020). Le Royaume-Uni a également accueilli des membres du Sous-Comité des Nations Unies pour la prévention de la torture qui se sont rendus sur son territoire en septembre 2019. Le rapport du Sous-Comité¹ et la réponse du Royaume-Uni² peuvent être consultés en ligne.

II. Méthode et consultations

2. Le présent rapport complète les rapports périodiques présentés par le Royaume-Uni depuis 2017 et donne une vue d'ensemble des principales évolutions survenues depuis l'EPU de 2017 et le rapport à mi-parcours qui en est issu. Il couvre les activités menées dans tout le Royaume-Uni et dans l'ensemble des territoires d'outre-mer et des dépendances de la Couronne. On y trouve des informations émanant de diverses administrations du Gouvernement britannique sur les domaines sur lesquels le Gouvernement britannique a compétence pour l'ensemble du Royaume-Uni, ainsi que sur les activités menées spécialement en Angleterre, les administrations décentralisées et les activités menées dans les domaines de compétence dévolus à l'Écosse, au pays de Galles et en Irlande du Nord, aux territoires d'outre-mer et aux dépendances de la Couronne. Le présent rapport couvre les principaux thèmes autour desquels les recommandations de 2017 ont été regroupées. La position du Royaume-Uni sur les recommandations de l'EPU de 2017 est précisée dans une annexe, à l'aide d'une classification simplifiée où les recommandations sont considérées soit comme acceptées, soit comme prises en compte.

3. Au début de l'année 2022, le Gouvernement britannique et les administrations décentralisées ont organisé huit manifestations multipartites virtuelles pour faciliter l'établissement du présent rapport. Ces manifestations ont rassemblé des personnes issues d'un large éventail d'organisations de la société civile.

III. Cadre général de la protection et de la promotion des droits de l'homme et cadre général de la lutte contre la discrimination

Acceptation des normes internationales relatives aux droits de l'homme

4. Le Gouvernement britannique est déterminé à protéger et à respecter les droits de l'homme et s'attache depuis longtemps à préserver les droits et libertés de ses citoyens et à s'acquitter des obligations internationales qui lui incombent dans le domaine des droits de l'homme. Le Royaume-Uni a ratifié 7 des 9 instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme et a mis en place un ensemble de politiques et de lois visant à donner effet aux droits qui y sont énoncés.

5. En ce qui concerne la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, le Gouvernement britannique estime que d'ores et déjà, le cadre national en vigueur empêche les arrestations arbitraires, interdit la torture et les

traitements dégradants et oblige les services de renseignement et de sécurité à rendre des comptes. En ce qui concerne la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, le Gouvernement britannique considère que les droits des travailleurs migrants et de leur famille sont déjà protégés par la législation nationale, grâce à la loi britannique de 2007 sur les frontières. De plus, la loi de 2018 sur l'esclavage moderne permet de lutter contre l'esclavage et la traite des êtres humains, et assure la protection des victimes. Le Gouvernement britannique n'envisage donc pas de ratifier ces conventions pour le moment.

6. Le 21 juillet 2022, le Royaume-Uni a ratifié la Convention d'Istanbul, signe qu'il est fermement résolu à lutter contre la violence à l'égard des femmes et des filles.

7. Le Gouvernement écossais est déterminé à transposer la Convention relative aux droits de l'enfant dans le droit interne écossais. En 2020, l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant et des Protocoles facultatifs à la Convention concernant respectivement l'implication d'enfants dans les conflits armés et la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants a été étendue à Guernesey et à Aurigny³. En septembre 2017, à l'issue d'un vote, l'Assemblée des États de Jersey a approuvé à l'unanimité un texte⁴ proposant d'envisager l'incorporation de la Convention relative aux droits de l'enfant dans la législation nationale. L'Île de Man collabore avec le Gouvernement britannique pour étendre à l'Île de Man la ratification des deux Protocoles facultatifs à la Convention relative aux droits de l'enfant. En ce qui concerne les territoires d'outre-mer, la Convention relative aux droits de l'enfant s'applique à Sainte-Hélène et Gibraltar entend demander l'application de ladite Convention à son territoire.

8. L'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes a été étendue aux Bermudes et à Sainte-Hélène, en 2017, et à Jersey, en 2021.

9. Le Royaume-Uni continue de réfléchir à sa position quant à l'acceptation du droit de recours individuel auprès de l'ONU au titre d'instruments internationaux autres que la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et la Convention relative aux droits des personnes handicapées, et estime qu'il existe déjà des lois nationales efficaces en vertu desquelles les particuliers peuvent demander une réparation effective en cas de violation de leurs droits.

Cadre juridique de la protection et de la promotion des droits de l'homme et cadre juridique de la lutte contre la discrimination au niveau national

10. Le Gouvernement britannique a été élu sur un engagement qu'il avait pris lors de sa campagne de réviser la loi sur les droits de l'homme afin d'assurer un juste équilibre entre les droits des personnes, les intérêts vitaux de la sécurité nationale et une administration efficace. La Déclaration des droits, présentée au Parlement le 22 juin 2022⁵, marque une nouvelle étape dans la concrétisation de l'engagement indéfectible du Royaume-Uni en faveur des droits de l'homme et de la liberté, et de la primauté du droit. Appelée à remplacer la loi de 1998 sur les droits de l'homme, elle continuera à donner pleinement effet dans la législation nationale aux droits énoncés dans la Convention européenne des droits de l'homme et prévoit la possibilité de former un recours devant les tribunaux britanniques en cas de violation d'un droit consacré par la Convention. Cette actualisation du cadre britannique des droits de l'homme permettra de trouver un juste équilibre entre les droits et les responsabilités, la liberté individuelle et l'intérêt général. La Déclaration des droits renforcera la liberté d'expression et donnera aux tribunaux britanniques les moyens d'assurer le respect des droits de l'homme dans un contexte britannique. Elle permettra d'assurer un juste équilibre entre les institutions nationales en ce sens que les tribunaux britanniques ne pourront plus interpréter la législation d'une manière contraire à l'intention du Parlement.

11. Le Gouvernement britannique est fortement attaché à la disposition de l'Accord de Belfast (Accord du vendredi saint) prévoyant une Déclaration des droits pour l'Irlande du Nord. Il y a lieu de parvenir à un consensus, y compris entre les parties d'Irlande du Nord, avant qu'un accord puisse être trouvé sur ce qu'il faudrait inscrire dans cette Déclaration.

IV. Progrès, meilleures pratiques, difficultés et contraintes

A. Égalité et discrimination

12. Le Gouvernement britannique a mis en œuvre une stratégie coordonnée de lutte contre toutes les formes de discrimination fondées sur des caractéristiques protégées.

Lutte contre les crimes de haine

13. Le crime, y compris le crime de haine, est totalement inacceptable. Il est évident pour le Gouvernement britannique que les victimes doivent être soutenues et que les auteurs de ces agressions doivent être punis sévèrement par la loi.

14. Le Gouvernement britannique est bien conscient de la gravité des crimes de haine ; le Plan d'action du Gouvernement britannique en matière de lutte contre les crimes de haine⁶, publié en 2016 et actualisé en octobre 2018, a permis d'améliorer les interventions face à toutes les formes de crime de haine.

15. La Commission du droit (l'organe officiel indépendant chargé d'examiner périodiquement la législation applicable en Angleterre et au pays de Galles) a publié son étude d'ensemble de la législation sur les crimes de haine en décembre 2021. Cette étude analyse la portée et l'approche des lois existantes en la matière. Le Gouvernement britannique examine actuellement ses propositions. Le projet de loi sur la sécurité en ligne, en cours d'examen par le Parlement britannique, obligera les entreprises technologiques à rendre des comptes à un organisme de surveillance indépendant afin de garantir la sécurité de leurs utilisateurs dans tout le pays. Il vise à inscrire dans la législation des garanties pour la liberté d'expression.

16. Le 23 décembre 2021, le Gouvernement écossais a publié un rapport sur l'exécution des actions énoncées dans le Plan d'action pour la lutte contre les préjugés et la constitution de communautés connectées⁷. Le rapport fait état des progrès réalisés dans un certain nombre de domaines essentiels, notamment la sensibilisation aux crimes de haine et l'incitation au signalement des cas, et la mise à disposition de données et d'éléments d'appréciation de meilleure qualité et plus fiables sur les caractéristiques des crimes de haine commis en Écosse. Le Gouvernement écossais va également bientôt commencer à travailler avec des partenaires clés à l'élaboration d'une nouvelle stratégie de lutte contre les crimes de haine, qui devrait être publiée en 2022, et entend appuyer l'application de la loi de 2021 sur les crimes de haine et l'ordre public (Écosse)⁸, visant à moderniser, consolider et étendre la législation existante sur les crimes de haine.

17. Le Gouvernement gallois finance le Centre national de signalement des crimes de haine et d'appui aux victimes⁹, géré par l'organisation Victim Support Cymru, qui a pour mission d'apporter à toutes les victimes de crimes de haine une assistance et un soutien gratuits et confidentiels. Ces services, accessibles 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, sont assurés par téléphone, en personne ou en ligne.

Minorités ethniques

18. En octobre 2017, le Gouvernement britannique a lancé un audit sur les disparités raciales pour diffuser des données publiques dans ce domaine et a parallèlement créé un site Web présentant des faits et chiffres sur l'appartenance ethnique¹⁰. Ce site Web a été salué au niveau international pour sa démarche ouverte et axée sur les données, qui met en évidence les disparités.

19. En réponse aux résultats de l'audit, le Gouvernement a pris des mesures pour mieux comprendre les disparités observées dans les domaines de la justice pénale, de l'emploi, de

la santé mentale et de l'éducation. En 2020, le Gouvernement britannique a créé une Commission indépendante sur les disparités raciales et ethniques, chargée d'examiner les disparités existantes au Royaume-Uni, notamment en matière d'éducation, de santé, d'emploi et de justice pénale. Le 31 mars 2021, la Commission a publié son rapport indépendant¹¹. La réponse du Gouvernement britannique, *Inclusive Britain*¹², publiée le 17 mars 2022, présente un plan d'action pour l'édification d'une société plus juste et plus inclusive, qui énumère plus de 70 actions visant à améliorer les conditions de vie et le vécu des habitants de tout le pays.

20. En 2019-2021, le Gouvernement écossais a consacré plus de 2,6 millions de livres sterling au financement d'organisations œuvrant à la promotion de l'égalité raciale. En mars 2016, il a mis en place le Cadre pour l'égalité raciale en Écosse (2016-2030)¹³, qui définit les grandes orientations en faveur de l'égalité raciale en Écosse. En mars 2021, il a publié le rapport final sur son Plan d'action triennal en faveur de l'égalité raciale¹⁴. En septembre 2021, le Gouvernement écossais a publié son Plan des priorités immédiates, visant à assurer un redressement post-COVID-19 axé sur l'égalité et la lutte contre le racisme pour les Écossais issus de minorités ethniques¹⁵. Il s'emploie en outre à élaborer une stratégie sur l'écart de rémunération lié à l'appartenance ethnique, qui devrait être publiée d'ici la fin de 2022, afin d'aider et d'inciter les employeurs à repérer les disparités en matière de rémunération et d'expérience touchant les minorités ethniques sur le lieu de travail. Il entend également encourager les employeurs à adopter une approche antiraciste dynamique.

21. Le Gouvernement gallois a publié son Plan d'action de lutte contre le racisme au pays de Galles¹⁶ le 7 juin 2022. Élaboré conjointement avec les communautés noire et asiatique et d'autres minorités ethniques, ainsi qu'avec d'autres acteurs essentiels de la lutte contre le racisme, il vise à édifier un pays de Galles antiraciste d'ici 2030 et préconise une tolérance zéro à l'égard du racisme sous toutes ses formes.

22. En 2017, l'Île de Man a adopté la loi sur l'égalité, qui assure une protection complète contre la discrimination fondée sur toute une série de motifs. Guernesey travaille à l'adoption d'une législation visant à protéger les personnes contre la discrimination fondée sur divers motifs, dont la race, ce qui permettra d'améliorer le respect des dispositions de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

Égalité des sexes

23. Le Royaume-Uni est reconnu comme un acteur mondial de premier plan pour ce qui est de l'égalité des sexes. Il est déterminé non seulement à assurer la protection des femmes et des filles contre la violence, mais aussi à parvenir à l'égalité des femmes et des filles dans tous les secteurs de la société.

Marché du travail

24. Au Royaume-Uni, l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes s'est réduit de près d'un quart ces dix dernières années. Les entreprises basées en Angleterre, en Écosse et au pays de Galles comptant plus de 250 employés sont désormais tenues de se conformer à la réglementation en matière de communication d'informations sur l'écart salarial femmes-hommes et de publier chaque année des données sur l'écart de rémunération moyen, l'écart de rémunération médian et les écarts de prime moyens et médians entre les femmes et les hommes, la proportion de femmes et d'hommes ayant reçu une prime et les quartiles de salaire.

25. En juillet 2021, dans le cadre de la Stratégie de lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles (voir ci-après), le Gouvernement britannique s'est engagé à adopter un nouveau train de mesures visant à renforcer la protection des personnes victimes de harcèlement au travail. Ces mesures visent, entre autres, à imposer aux employeurs l'obligation nouvelle de prévenir le harcèlement sexuel au travail, à appuyer la Commission pour l'égalité et les droits de l'homme dans l'élaboration d'un code de bonne pratique sur le harcèlement au travail et à élaborer de nouvelles orientations à l'intention des employeurs sur la prévention du harcèlement sexuel au travail.

26. Le Gouvernement écossais s'est engagé dans son Programme pour le Gouvernement (2018-2019)¹⁷ à aider 2 000 femmes ayant interrompu leur carrière à reprendre le travail. Le Programme pour la période 2021-2022 consacre 2 millions de livres sterling au financement de 12 projets destinés à aider 1 500 femmes à réintégrer le marché du travail¹⁸. En outre, en mars 2019, le Gouvernement écossais a publié son Plan d'action de réduction de l'écart salarial femmes-hommes pour une Écosse plus juste pour les femmes¹⁹, dans lequel il énonce les mesures à prendre pour remédier à l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes grâce à un examen des facteurs déterminants et influents de ces écarts à chaque étape de la vie d'une femme. Un rapport actualisé a été publié en mars 2021, l'objectif étant de s'assurer que le Plan continuait à soutenir efficacement les femmes pendant et après la pandémie²⁰.

Lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles

27. Depuis la publication du premier Appel visant à mettre un terme à la violence à l'égard des femmes et des filles, le Gouvernement britannique a fait des progrès notables dans la lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles. Il a érigé en infraction le comportement dominateur ou coercitif, la vengeance pornographique, le fait de prendre une photo sous les jupes des femmes et des filles et la non-protection contre les mutilations génitales féminines.

28. De surcroît, le Royaume-Uni a alourdi les peines maximales encourues pour le harcèlement, dont le harcèlement obsessionnel, a mis fin à la libération conditionnelle automatique des délinquants violents et des délinquants sexuels, a créé de nouvelles ordonnances civiles visant à mieux protéger les victimes et les personnes vulnérables contre le harcèlement, les sévices sexuels et les mutilations génitales féminines, a imposé aux professionnels de première ligne l'obligation de signaler à la police les cas de mutilations génitales féminines chez les enfants et a renforcé les outils mis à la disposition des professionnels de première ligne – notamment en mettant en place une série de directives officielles, des formations et des ressources en ligne. En 2020, les pouvoirs publics ont publié la Stratégie britannique de lutte contre l'exploitation, les atteintes et le harcèlement sexuels dans le secteur de l'aide²¹. Ils continueront à exercer leur pouvoir de mobilisation pour améliorer les normes, identifier les responsables et soutenir les survivants et les victimes.

29. La loi de 2021 sur la violence familiale vise à renforcer la protection des victimes de violences et à faire en sorte que les agresseurs soient punis sévèrement par la loi. La loi de 2021 sur la violence familiale prévoit les mesures suivantes :

- L'adoption d'une définition légale de la violence familiale afin que ce phénomène soit bien compris par les professionnels de la police et des forces de l'ordre, de la santé, du logement, des services sociaux et de l'éducation ;
- La désignation d'un commissaire aux violences familiales chargé de rendre compte à la population et aux ministres des défaillances touchant la prestation de services officiels et des mauvaises pratiques constatées dans les services ;
- La création de nouveaux avis et ordonnances de protection contre les violences familiales, qui serviront à empêcher les auteurs de violences d'entrer en contact avec leurs victimes et les obligeront à prendre des mesures positives et responsables pour modifier leur comportement.

30. Le Gouvernement britannique a également rendu publiques deux grandes stratégies complémentaires : la Stratégie de lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles (2021) et le Plan de lutte contre les violences familiales (2022). De plus, il a publié une version actualisée de la Déclaration nationale des attentes et un exposé actualisé de sa position concernant l'accompagnement des victimes de sexe masculin, et a donné suite à toutes les recommandations de l'Inspection générale des services de police et des services d'incendie et de secours, notamment en intégrant la violence à l'égard des femmes et des filles dans le document d'orientation « Exigences stratégiques en matière de maintien de l'ordre ».

31. S'appuyant sur les progrès ainsi accomplis, le Gouvernement britannique prévoit de publier en 2022 des directives officielles pour l'application de la loi de 2021 sur la violence familiale ainsi qu'une nouvelle stratégie de financement des services aux victimes, qui

assurera la coordination interministérielle du financement des services aux victimes, y compris ceux destinés aux victimes de violences sexuelles.

32. Le Gouvernement écossais a mis sur pied un groupe de travail indépendant chargé d'examiner tout particulièrement le phénomène de la misogynie en Écosse et de voir s'il y a lieu de créer une infraction autonome qui réprimerait les comportements misogynes et d'intégrer le critère de sexe dans le cadre législatif relatif aux crimes de haine²². Le rapport du Groupe de travail a été publié en mars 2022. En avril 2022, le Gouvernement écossais a publié sa réponse à ce rapport²³, dans laquelle il fait part de son intention de mener des consultations sur les projets de loi avant qu'ils ne soient présentés.

33. Au pays de Galles, l'application de la loi de 2015 sur la violence à l'égard des femmes, la violence familiale et la violence sexuelle (pays de Galles) a conduit à une multiplication des activités de formation, à l'adoption de directives plus fermes, à une modification des pratiques et à la formulation d'une orientation stratégique claire dans l'ensemble des services publics gallois, mesures qui ont toutes une incidence sur la vie des personnes concernées. Le Gouvernement gallois a également publié sa première Stratégie nationale sur la violence à l'égard des femmes, la violence familiale et la violence sexuelle (2016-2021)²⁴, ainsi qu'un Plan de mise en œuvre (2018-2021)²⁵, exposant la manière dont le Gouvernement compte honorer les engagements qu'il a pris dans le cadre de la Stratégie nationale.

34. À Jersey, la loi de 2018 sur les infractions sexuelles (Jersey) prévoit une plus grande protection et un accès à la justice plus transparent. La loi actualise et précise la définition d'un certain nombre d'infractions sexuelles, parmi lesquelles l'« upskirting » (le fait de prendre une photo sous les jupes des femmes et des filles) et les mutilations génitales féminines. En outre, elle clarifie la question du consentement en donnant pour la première fois une définition juridique du consentement et apporte des éclaircissements sur plusieurs infractions non consensuelles.

35. Aux Îles Caïmanes, la loi de 2018 sur le harcèlement, qui sera révisée et modifiée en 2022, garantit une protection et des voies de recours en cas de harcèlement et prévoit une procédure de plainte et d'enquête applicable aux allégations de harcèlement.

Soins de santé destinés aux femmes

36. Le Gouvernement britannique, qui a à répondre des soins de santé en Angleterre, s'apprête à lancer la première stratégie relative à la santé de la femme pour l'Angleterre, qui marque un tournant dans la manière d'approcher la santé des femmes. Pour que cette stratégie tienne compte des domaines que les femmes considèrent comme prioritaires, un appel à contributions de quatorze semaines visant à recueillir les expériences et les avis des femmes sur leurs besoins de santé a été lancé en mars 2021 ; les réponses obtenues ont été rendues publiques en avril 2022²⁶. La stratégie dans son ensemble sera publiée plus tard dans l'année.

37. En 2021, le Gouvernement écossais a lancé le Plan pour la santé des femmes²⁷, qui vise à améliorer les résultats sanitaires et les services de santé pour les femmes et les filles vivant en Écosse. Le Plan expose les mesures que le Gouvernement écossais compte prendre pour réduire les inégalités, afin que toutes les femmes jouissent du meilleur état de santé possible tout au long de leur vie. Le Gouvernement gallois continue d'octroyer des fonds aux autorités locales afin qu'elles fournissent des protections périodiques gratuites au sein des écoles et des collectivités. Il finance également les établissements d'enseignement postobligatoire aux mêmes fins. Le montant des fonds, qui s'élève à plus de 3,3 millions de livres sterling, reste inchangé par rapport aux années précédentes, ce qui témoigne d'un engagement continu en faveur de la dignité menstruelle.

38. Le Gouvernement britannique a pris un certain nombre de mesures pour modifier la loi sur l'avortement en vigueur en Irlande du Nord. La loi de 2019 sur l'Irlande du Nord (formation de l'exécutif, etc.) impose au Gouvernement britannique l'obligation de modifier la loi sur l'avortement en vigueur en Irlande du Nord. Les modifications législatives ont eu pour effet la dépénalisation immédiate de l'avortement, effective à compter du 22 octobre 2019, grâce à l'abrogation des articles 58 et 59 de la loi de 1861 sur les atteintes à l'intégrité de la personne. Les enquêtes policières ou les poursuites concernant des infractions aux articles susmentionnés qui ont été engagées avant la dépénalisation de l'avortement ne sauraient être menées à bien ni poursuivies.

39. Conformément à l'article 9 de la loi sur l'Irlande du Nord (formation de l'exécutif, etc.), le Gouvernement britannique a adopté le règlement de 2020 sur l'avortement (Irlande du Nord) (n° 2) visant à réglementer les conditions d'accès aux services d'avortement assurés en Irlande du Nord, que le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a décrites dans son rapport de 2018²⁸. Le Gouvernement britannique a également adopté le règlement de 2021 sur l'avortement (Irlande du Nord), qui donne au Secrétaire d'État pour l'Irlande du Nord le pouvoir d'ordonner aux administrations nord-irlandaises de mettre sur pied des services d'avortement conformes aux conditions énoncées dans le règlement de 2020. Le 22 juillet 2021, le Gouvernement britannique a donné des instructions à l'exécutif d'Irlande du Nord pour que des services d'avortement soient assurés au plus tard le 31 mars 2022.

40. Le Gouvernement britannique a adopté de nouvelles réglementations en mai 2022 afin de lever tous les obstacles à la mise en place et au financement de services d'avortement par le Département de la santé d'Irlande du Nord. Celui-ci devrait faire avancer la prestation de ces services sans plus attendre. S'il échoue à les mettre en place ou à les financer, le Secrétaire d'État peut intervenir.

Handicap

41. Le Gouvernement britannique est déterminé à soutenir les personnes ayant un handicap ou des problèmes de santé, notamment en les aidant à trouver un emploi. À cet effet, il travaille en étroite collaboration avec les administrations décentralisées d'Écosse, du pays de Galles et d'Irlande du Nord. Le Gouvernement britannique a alloué plus de 1,1 milliard de livres sterling à l'aide à l'emploi des personnes handicapées pour la période 2022 à 2025 dans tout le pays. Cette enveloppe comprend les fonds destinés à la poursuite des programmes qui aident les personnes handicapées à entrer ou à rester dans le monde du travail, auxquels s'ajoutent 156 millions de livres sterling destinés à financer l'emploi d'accompagnateurs supplémentaires, chargés d'aider les personnes handicapées à trouver un emploi approprié. Le programme Disability Confident²⁹ s'inscrit dans la volonté du Gouvernement britannique de réduire le déficit d'emploi des personnes handicapées et donne aux employeurs de tout le Royaume-Uni les connaissances, les compétences et la confiance dont ils ont besoin pour attirer, recruter, retenir et faire progresser les personnes handicapées dans leur entreprise. Grâce au dispositif Access to Work, les personnes handicapées de tout le Royaume-Uni peuvent bénéficier de subventions d'un montant maximal de 62 900 livres sterling, pour compenser en partie les frais liés à l'accompagnement dans l'emploi, y compris les équipements spéciaux dont elles ont besoin pour accomplir leur travail. Conscient que la transparence en matière de recrutement, de maintien dans l'emploi et de promotion des personnes handicapées peut être très utile à la création d'environnements de travail inclusifs, le Gouvernement britannique tient actuellement des consultations au sujet des pratiques des grands employeurs en matière de communication d'informations sur le handicap au travail. Les résultats obtenus et les mesures à prendre seront rendus publics d'ici la fin de 2022.

42. En juillet 2021, le Gouvernement britannique a publié un livre vert sur la santé et le handicap³⁰, qui examine comment le régime de prestations peut mieux répondre aux besoins des personnes handicapées aujourd'hui et à l'avenir en améliorant leur expérience des services publics, en garantissant leur autonomie de vie et en facilitant leur accès à l'emploi. Le Gouvernement britannique prévoit de donner suite aux consultations au sujet du livre vert par la publication d'un livre blanc sur la santé et le handicap d'ici la fin de l'année.

43. Le règlement de 2018 sur la discrimination fondée sur le handicap (Jersey) dispose désormais que le handicap est une caractéristique protégée et donne aux particuliers s'estimant victimes de discrimination le droit de saisir le tribunal du travail et de la discrimination, et ce dans un large éventail de domaines, dont le recrutement, l'emploi et la formation. Guernesey travaille à l'adoption d'une législation visant à protéger les personnes contre la discrimination fondée sur le handicap et son programme stratégique sur le handicap et l'inclusion³¹ comprend un volet sur le travail assisté en milieu ordinaire, qui a pour objet d'aider les insulaires handicapés à trouver un emploi.

Droits économiques, sociaux et culturels

44. Dans la mesure où elles sont les mieux placées pour comprendre les besoins de la population locale, la loi de 2014 sur la protection sociale impose aux autorités locales de veiller à ce que les personnes handicapées bénéficient de toute une gamme de services de prise en charge et d'appui durables et de qualité. Le plan décennal de réforme du Gouvernement britannique place les personnes au centre des politiques d'aide sociale, l'objectif étant que les personnes puissent faire leurs propres choix, prendre leur vie en main et bénéficier de l'appui dont elles ont besoin pour vivre une vie autonome, et avoir accès à une prise en charge et à un appui de qualité. Le Gouvernement a lancé un appel public à contributions pour faciliter l'élaboration d'un nouveau plan décennal interministériel en faveur de la santé mentale. La population est invitée à donner son avis sur un large éventail de questions, depuis la prévention jusqu'aux soins de santé des personnes ayant une maladie mentale grave. Il s'agit là d'un élément essentiel de l'engagement qui a été pris de passer au niveau supérieur, et de remédier aux inégalités et d'améliorer les perspectives partout dans le pays.

45. Le Forum sur l'égalité de traitement des personnes handicapées continue de donner aux parties prenantes la possibilité d'éclairer le Gouvernement gallois sur les principaux problèmes que rencontrent les personnes handicapées vivant au pays de Galles. Le Ministre de la justice sociale du Gouvernement gallois a demandé aux membres du Forum sur l'égalité des personnes handicapées de se pencher sur la question des effets de la COVID-19 sur les personnes handicapées en tenant compte des témoignages recueillis à l'occasion du Forum et d'autres données sur le sujet. Le rapport correspondant sur l'émancipation des personnes handicapées et le respect de leurs droits au pays de Galles par-delà la COVID-19³² a été publié le 2 juillet 2021, en même temps que la réponse du Gouvernement gallois. Le Premier ministre a créé et dirige un groupe de travail chargé de faire avancer les travaux visant à remédier aux inégalités mises en évidence par le rapport et de superviser, en collaboration avec des partenaires issus des secteurs public, privé et bénévole, la mise en œuvre des actions engagées.

46. Le Gouvernement écossais a publié en mars 2021 un plan de transformation³³ visant à recenser les mesures nécessaires pour orienter les dispositifs d'appui, les services et les comportements de façon que les droits de l'homme des personnes autistes ou ayant des troubles de l'apprentissage ou un handicap intellectuel soient respectés et protégés et que ces personnes puissent vivre leur vie comme tout le monde.

Personnes lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres

47. Le Gouvernement britannique a autorisé le mariage homosexuel en Angleterre et au pays de Galles en 2013 et a adopté une réglementation sur le partenariat civil entre hétérosexuels en 2019. Il a également adopté des dispositions législatives visant à autoriser à la fois le mariage homosexuel et le partenariat civil entre hétérosexuels en Irlande du Nord, en vertu des pouvoirs conférés par l'article 8 de la loi de 2019 sur l'Irlande du Nord (formation de l'exécutif, etc.)³⁴.

48. Le Gouvernement écossais continue de donner suite aux recommandations du Groupe de travail sur l'éducation inclusive des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres (personnes LGBT). En outre, pour la période 2021 à 2024, plus de 3 millions de livres sterling ont été versées, par l'intermédiaire du Fonds pour l'égalité des sexes et les droits de l'homme, à des organisations œuvrant à la promotion de l'égalité des personnes LGBT en Écosse, l'objectif étant d'appuyer une série d'initiatives, notamment les efforts de lutte contre les crimes de haine, l'action engagée pour concrétiser l'engagement de modifier la législation sur la reconnaissance du genre, un service d'assistance téléphonique dédié aux personnes LGBT et un projet visant à étayer les travaux sur l'égalité des chances des personnes intersexes. Le Gouvernement écossais a créé un Groupe consultatif d'experts sur l'interdiction des thérapies de conversion, qui a tenu sa première réunion le 31 mars 2022. Le Groupe étudiera les mesures tant législatives que non législatives visant à mettre fin aux pratiques de conversion.

49. Le Gouvernement gallois élabore actuellement un Plan d'action solide et transversal en faveur des personnes LGBT, visant à renforcer leur protection, à promouvoir l'égalité pour tous et à assurer la coordination des actions ambitieuses menées au sein du Gouvernement et au-delà. Dans plus de 150 établissements, le Projet sur les crimes de haine à l'école vise à développer la réflexion critique des élèves pour leur permettre de repérer les fausses informations et les récits haineux.

50. Le Gouvernement britannique a honoré tous les engagements qu'il avait pris en ce qui concerne la légalisation du mariage homosexuel et du partenariat civil entre hétérosexuels en Irlande du Nord. Ainsi, à la suite de l'adoption en janvier 2020 du règlement de 2019 sur le mariage pour les couples homosexuels et le partenariat civil pour les couples hétérosexuels (Irlande du Nord)³⁵, les personnes mariées de même sexe d'Irlande du Nord ont désormais accès aux mêmes rapports juridiques et aux mêmes droits et avantages que ceux en vigueur dans le reste du Royaume-Uni. En vertu du règlement de 2020 sur le mariage et le partenariat civil (Irlande du Nord) (n° 2)³⁶, un partenariat civil entre personnes de même sexe peut désormais être transformé en mariage après une période de trois ans.

51. Le mariage homosexuel est légal à Guernesey depuis 2017³⁷. À Sainte-Hélène, la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle est interdite et le mariage homosexuel y est légal depuis 2017.

B. Entreprises et droits de l'homme

Incidences sur les droits de l'homme

52. Le Gouvernement britannique est fermement déterminé à appliquer les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et le Royaume-Uni a été le premier pays à élaborer un plan d'action national tenant compte de ces Principes. On y retrouve les mesures que le Gouvernement britannique a mis en œuvre pour aider les entreprises implantées sur le territoire national et à l'étranger à s'acquitter de la responsabilité qui leur incombe de respecter les droits de l'homme. Un rapport d'étape a été publié en mai 2020³⁸.

53. Le Royaume-Uni a ratifié la Convention relative à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et est résolu à promouvoir les Principes directeurs de l'OCDE, qui constituent un ensemble de principes et de normes volontaires sur les pratiques commerciales responsables, notamment en ce qui concerne les droits de l'homme, les normes du travail et l'environnement. Un point de contact national pour la promotion des Principes directeurs de l'OCDE a été mis en place. Il administre en outre un mécanisme de plainte non judiciaire chargé d'examiner les cas présumés de non-respect de ces Principes par les entreprises et assure médiation et conciliation. De nombreuses affaires ont amené les entreprises à modifier leur politique pour la mettre en conformité avec les Principes directeurs. Ce mécanisme de plainte s'assure que les entreprises britanniques comprennent les normes relatives aux droits de l'homme reconnues au niveau international et les appliquent dans leurs activités et leurs chaînes d'approvisionnement.

54. Le Gouvernement écossais s'efforce d'appliquer les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et a mis sur pied un Groupe directeur chargé d'élaborer un plan d'action national. Le Gouvernement écossais invite les entreprises implantées en Écosse à adopter des pratiques commerciales éthiques, à exercer leur devoir de diligence vis-à-vis de leurs partenaires commerciaux et à être au fait de la conjoncture des marchés d'exportation. À cette fin, les entreprises ont accès à une série de rapports du Gouvernement britannique³⁹, qui fournissent aux exportateurs des analyses sur les marchés étrangers, y compris sur les risques tels que les violations des droits de l'homme, la pratique des pots-de-vin et la criminalité.

Commerce des armes

55. S'agissant des exportations d'armes, le Gouvernement britannique prend ses responsabilités au sérieux et examine scrupuleusement chaque demande au cas par cas en fonction des Critères stratégiques d'octroi de licences d'exportation⁴⁰. Ces Critères

constituent un cadre d'évaluation des risques complet pour l'évaluation des demandes de licences d'exportation et prescrivent la prise en compte des incidences que pourrait avoir la fourniture d'armes. La Déclaration ministérielle écrite du 8 décembre 2021⁴¹ définit les Critères d'évaluation à appliquer aux demandes de licences d'exportation de biens contrôlés et énonce de nouvelles mesures visant à remédier aux lacunes observées dans le contrôle de l'utilisation finale des biens à usage militaire⁴² : le Gouvernement britannique est autorisé à contrôler les biens destinés à être utilisés par les forces militaires, paramilitaires, de sécurité ou de police d'un pays de destination soumis à un embargo sur les armes. Ces mesures s'appliquent aux biens dont l'exportation pourrait avoir un effet néfaste sur la sécurité nationale ou la paix au Royaume-Uni ou dans un État allié, ou faciliter les violations des droits de l'homme.

Esclavage moderne et traite des êtres humains

56. Le Gouvernement est déterminé à lutter contre les crimes odieux de l'esclavage moderne et veille à ce que les victimes bénéficient de l'accompagnement dont elles ont besoin pour commencer à reconstruire leur vie et à ce que les responsables soient poursuivis. Sous la présidence britannique du G7, les ministres du commerce ont reconnu que la politique commerciale constituait un des outils importants de l'approche globale visant à prévenir, repérer et éliminer le travail forcé dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et ils se sont engagés à œuvrer à l'élimination de ce phénomène⁴³.

57. Le 26 mars 2020, le Gouvernement britannique a publié la première Déclaration gouvernementale au monde sur l'esclavage moderne⁴⁴, exposant les mesures de lutte contre l'esclavage moderne dans les marchés publics et les chaînes d'approvisionnement. En novembre 2021, tous les départements ministériels du Gouvernement britannique ont publié leur première déclaration ministérielle annuelle sur l'esclavage moderne. Le 24 mars 2021, le Gouvernement a annoncé que la Stratégie de 2014 sur l'esclavage moderne allait être révisée, ce qui permettrait aux pouvoirs publics de faire fond sur les progrès considérables qui avaient été accomplis jusque-là, d'adapter leur approche à la nature évolutive de ces terribles crimes et de continuer à jouer un rôle prépondérant au niveau international dans la lutte contre l'esclavage moderne. La stratégie révisée devrait être rendue publique dans les mois à venir.

58. Le Gouvernement gallois a également élaboré un Code de bonne pratique sur les conditions de travail éthiques dans les chaînes d'approvisionnement, afin de faire en sorte que les organisations du secteur public prennent des dispositions pour réduire les risques d'esclavage moderne et d'exploitation dans leurs chaînes d'approvisionnement. Le Code énonce 12 engagements, dont celui de s'attaquer aux pratiques contraires à l'éthique et illégales comme le faux travail indépendant et l'utilisation abusive des contrats de travail « zéro heure ». Depuis sa publication en 2017, plus de 400 organisations ont adhéré au Code.

59. Le Royaume-Uni finance des travaux de recherche sur les moyens les plus efficaces de prévenir l'esclavage et évalue les risques d'esclavage moderne lors de l'élaboration des politiques afin de s'assurer que les possibilités d'exploitation sont réduites au minimum. En 2020-2021, le Royaume-Uni a continué d'appuyer les travaux du Modern Slavery Policy and Evidence Centre, qui a obtenu 10 millions de livres sterling pour transformer la base de données factuelles sur laquelle se fonde la réponse des pouvoirs publics face à l'esclavage moderne. Le Centre fait exécuter des travaux de recherche nouveaux et novateurs afin d'enrichir la base de données factuelles et d'améliorer la compréhension de cette menace, qui évolue rapidement, en orientant les ressources vers les risques majeurs et les vulnérabilités.

60. Aux termes de la loi britannique de 2015 sur l'esclavage moderne, les entreprises britanniques dont le chiffre d'affaires est égal ou supérieur à 36 millions de livres sterling sont tenues de publier une déclaration sur les mesures qu'elles ont prises pour prévenir l'esclavage moderne dans leurs activités et leurs chaînes d'approvisionnement, pour chaque exercice financier⁴⁵. En janvier 2021, le Gouvernement a annoncé son intention d'appliquer des sanctions financières aux entreprises qui manqueraient à l'obligation de publier une déclaration annuelle sur l'esclavage moderne. Eu égard à cette obligation, le Gouvernement britannique a lancé en mars 2021 un registre en ligne pour les déclarations sur l'esclavage moderne⁴⁶. Depuis lors, plus de 7 800 déclarations, couvrant plus de 26 000 entreprises, ont

été soumises. À l'avenir, les entreprises concernées seront tenues de soumettre leur déclaration via le registre.

61. Le Gouvernement britannique est déterminé à faire en sorte que les victimes d'esclavage moderne ou de traite d'êtres humains soient repérées et bénéficient de l'accompagnement dont elles ont besoin pour commencer à reconstruire leur vie, grâce au mécanisme national d'orientation. Ce mécanisme veille à ce que les victimes soient protégées et soutenues en fonction de leurs besoins particuliers en matière de réadaptation, l'accent étant mis sur une bonne utilisation des services généraux existants. En outre, le Contrat quinquennal de prise en charge des victimes d'esclavage moderne, financé par le Gouvernement et exécuté par l'Armée du salut, a pris effet le 4 janvier 2021 et offre un service fondé sur les besoins et adapté aux exigences de chaque victime.

62. L'année dernière, les opérations de lutte contre l'esclavage moderne, auxquelles ont participé plusieurs services de répression, n'ont cessé de gagner en efficacité. Depuis que la loi sur l'esclavage moderne est entrée en vigueur, les activités opérationnelles de la police se sont multipliées, passant de 188 en décembre 2016 à au moins 4 388 en mai 2022. En 2022-2023, dans le cadre du Programme sur l'esclavage moderne et la criminalité organisée liée à l'immigration, les pouvoirs publics ont alloué aux activités de maintien de l'ordre, en sus des ressources de base, 1,4 million de livres sterling, afin d'aider la police à améliorer la riposte face à l'esclavage moderne et à la criminalité organisée liée à l'immigration, et à favoriser les activités visant à accroître le nombre de poursuites engagées pour esclavage moderne. Le Gouvernement britannique travaille également en étroite collaboration avec les acteurs de la justice pénale pour faire en sorte qu'un plus grand nombre de criminels soient effectivement poursuivis, ainsi qu'avec la Gangmasters and Labour Abuse Authority pour arrêter ceux qui exploitent les travailleurs vulnérables par le travail forcé.

C. Conditions de détention

Prisons

63. En Angleterre et au pays de Galles, le Gouvernement britannique s'est engagé à créer 20 000 places de prison supplémentaires d'ici le milieu des années 2020. Le nouveau modèle d'établissement pénitentiaire fait une large place aux activités constructives : chaque prison sera dotée, entre autres, de 16 salles de classe devant permettre aux détenus d'acquérir des qualifications et d'ateliers pouvant accueillir 500 détenus. Les délinquants pourront ainsi acquérir des compétences pour l'avenir, de sorte qu'ils seront plus aptes à l'emploi et plus réticents à récidiver.

64. Par ailleurs, les fonds alloués à l'entretien du parc pénitentiaire ont été accrus de façon substantielle en vue de remédier à la détérioration des infrastructures situées en Angleterre et au pays de Galles. Ces fonds permettront de mettre à niveau les dispositifs de sécurité incendie d'environ 30 000 cellules d'ici la fin de la période 2024-2025, de remplacer les logements temporaires délabrés par de nouvelles unités modulaires plus modernes, d'effectuer d'importants travaux de remise en état des logements et de renouveler des équipements essentiels tels que les fenêtres, les circuits électriques, le système de chauffage et l'installation sanitaire. Les prestataires de services chargés de la gestion des installations parviennent à maintenir les équipements essentiels en état de marche et à faire en sorte qu'environ 10 000 cellules par an, détériorées par des actes de vandalisme, puissent être rapidement réutilisées.

65. En novembre 2018, le Gouvernement britannique a ordonné la mise en œuvre du programme Défi, soutien et intervention dans l'ensemble du parc pénitentiaire pour adultes d'Angleterre et du pays de Galles, afin de faciliter la détection et la gestion des détenus les plus susceptibles de commettre des actes de violence. L'administration pénitentiaire a en outre mis au point un dispositif d'identification des risques destiné à aider le personnel à comprendre les facteurs de risque en matière de sécurité, notamment ceux qui sont davantage observés à l'admission des détenus, ainsi que ceux qui peuvent apparaître et s'aggraver durant la détention. L'endettement, en particulier l'endettement lié à la drogue, est un important facteur de violence dans l'ensemble des établissements pénitentiaires. L'administration

pénitentiaire britannique a été la première à imposer des tests obligatoires de dépistage des nouvelles substances psychoactives et a érigé en infraction pénale le fait de posséder des substances psychoactives en prison. Plus de 300 chiens renifleurs ont été spécialement entraînés à la détection de ces substances. Les établissements bénéficient d'une aide pour la mise en place de zones où les détenus sont encouragés à ne pas consommer de drogues ; ceux qui sont à même de prouver qu'ils ne font pas un usage abusif de la drogue peuvent bénéficier d'un soutien intensif permettant de mieux répondre à leurs besoins. Les établissements pénitentiaires continuent de travailler en étroite collaboration avec le Service national de santé pour renforcer la prestation de services de traitement de la toxicomanie.

66. Les directives à l'intention du personnel des établissements pénitentiaires d'Angleterre et du pays de Galles sur l'appui à apporter aux personnes ayant commis des actes d'automutilation ont été élaborées à partir de directives du Service national de santé, de travaux de recherche universitaire et de données émanant de services hospitaliers de santé mentale et de groupes de discussion composés de prisonniers. À titre d'exemple, le programme de formation Compétences d'appui en matière de sécurité comprend des modules sur le suicide et l'automutilation et la version révisée de la Procédure relative à l'évaluation des cas, à la prise en charge en détention et au travail d'équipe met davantage l'accent sur la détection et la prise en compte des risques, des éléments déclencheurs et des facteurs de protection. Le Gouvernement britannique continue d'accorder une subvention annuelle à un programme d'écoute soutenu par les Samaritains⁴⁷, dans le cadre duquel certains détenus sont formés pour apporter un soutien psychologique à leurs codétenus. Des fonds supplémentaires ont été alloués à la mise sur pied d'un service d'appui chargé d'apporter aux prisons un soutien complémentaire dans la période qui suit un suicide, en vue de réduire le risque que de nouveaux décès de ce type se produisent.

67. Tout au long de la pandémie de COVID-19, les services pénitentiaires d'Angleterre et du pays de Galles ont suivi les consignes et bonnes pratiques de santé publique ; en particulier, parallèlement à des interventions non pharmaceutiques et à des mesures de gestion de la population, un programme complet de dépistage de la COVID-19 a été mis en place à l'intention du personnel et des détenus en vue de prévenir et de gérer les foyers épidémiques. Par ailleurs, une analyse novatrice des eaux usées a été effectuée dans certains établissements dans l'optique de tester la capacité de détecter rapidement les cas de COVID-19. Les prisonniers ont eu accès aux vaccins contre la COVID-19 ainsi qu'aux doses de rappel en même temps que le reste de la population, conformément au « principe d'équivalence » des soins de santé en milieu carcéral. Plus généralement, la réforme du régime pénitentiaire est menée de façon que les nouveaux modèles de régime soient axés sur la santé et le bien-être et qu'elle s'appuie sur une solide base de données probantes en ergothérapie, fondée sur l'expertise du Service national de santé.

68. Le Gouvernement écossais est responsable du système pénitentiaire écossais. Le Service pénitentiaire écossais est chargé de surveiller la population carcérale et lorsque des zones de pression apparaissent, des décisions sont prises quant au transfert de détenus entre établissements. Des consultations portant sur des dispositions relatives à la mise en liberté sous caution et à la remise en liberté (Écosse) ont été organisées du 15 novembre 2021 au 7 février 2022. Elles visaient à recueillir des avis sur l'officialisation des pouvoirs conférés à l'exécutif en matière de libération, l'application future du programme de détention à domicile, le recours à la surveillance électronique, ainsi que sur la simplification du cadre juridique concernant les décisions relatives à la mise en liberté sous caution et à la détention provisoire.

69. En mai 2018, l'Inspection générale des prisons (Écosse) a publié des normes révisées pour l'inspection et la surveillance des établissements pénitentiaires écossais⁴⁸, qui clarifient l'approche fondée sur les droits de l'homme que l'Inspection générale des prisons a adoptée pour inspecter et surveiller les prisons écossaises. Le Service pénitentiaire écossais a fait avancer les projets prioritaires liés à la modernisation du parc pénitentiaire écossais, parmi lesquels la création du nouveau centre de détention pour femmes et les travaux de rénovation des prisons d'Inverness et de Barlinnie, les dates de mise en service prévues étant 2022, 2024 et 2026, respectivement.

70. Il ressort du rapport et des comptes annuels (2020-2021)⁴⁹ du Service pénitentiaire écossais que le nombre d'agressions, tous types confondus, a diminué dans les prisons écossaises, notamment le nombre d'« agressions graves de détenus contre des membres du personnel » et d'« agressions mineures de détenus contre des membres du personnel n'ayant entraîné aucune blessure ». On a enregistré en outre une diminution du nombre d'« agressions graves entre détenus », qui est passé de 112 cas en 2019-2020 à 67 en 2020-2021.

71. Le Service pénitentiaire écossais s'emploie à élaborer une nouvelle stratégie pour la santé et le bien-être des personnes prenant en considération la complexité croissante de la situation des populations carcérales et leurs pathologies sous-jacentes, par rapport au reste de la population. Cette stratégie servira de cadre général pour toutes les stratégies relatives à la santé. Il s'emploie également à mettre au point une stratégie de collaboration avec les femmes en détention, qui lui permettra d'élaborer des plans concernant les bonnes pratiques, les outils et les services spécialement destinés aux femmes, tenant compte des traumatismes et adaptés aux caractéristiques et aux besoins particuliers des femmes en détention. Cette stratégie portera également sur l'appui nécessaire à l'amélioration de la santé mentale et physique des femmes et de leur bien-être, ainsi que sur le traitement des dépendances.

72. Les établissements pénitentiaires d'Anguilla s'assurent que les règles de Mandela, en particulier celles relatives aux soins de santé des prisonniers, sont strictement respectées. De même, à Sainte-Hélène, des mesures ont été prises en vue d'améliorer les conditions générales des cellules et il est prévu de construire de nouvelles prisons conformes aux normes britanniques.

Armée

73. Le Royaume-Uni continue de faire tout son possible pour enquêter rapidement et efficacement sur toute allégation de faute de la part de membres du personnel militaire britannique, ou appuyer les organismes partenaires dans leurs enquêtes sur ces allégations. Le Gouvernement britannique a déployé des efforts considérables pour s'assurer que les allégations découlant des opérations menées en Irak, en Afghanistan et ailleurs dans le monde ont fait l'objet d'une enquête approfondie et que des enseignements ont été tirés. Il a également mené deux examens externes de l'appareil de justice militaire – l'examen Lyons⁵⁰ et l'examen Henriques⁵¹ – afin de s'assurer que l'appareil de justice militaire dispose des compétences voulues et des mécanismes les plus récents, et reste adapté à ses objectifs.

D. Pauvreté et protection sociale

74. Le Gouvernement britannique s'est engagé à adopter une approche durable à long terme pour lutter contre la pauvreté. Il ressort des dernières données publiées qu'en 2020-2021, on comptait 1,2 million de personnes, dont 200 000 enfants, de moins en situation de pauvreté absolue, avant les coûts de logement, par rapport à 2009-2010. L'approche du Gouvernement britannique repose sur des faits prouvant clairement que l'emploi, en particulier l'emploi à temps plein, réduit considérablement les risques de pauvreté. Les statistiques les plus récentes sur la pauvreté des travailleurs indiquent qu'en 2019-2020, lorsque les deux parents travaillent à temps plein, la probabilité que les enfants vivent dans la pauvreté est seulement de 3 % (pauvreté absolue, avant les coûts de logement), contre 42 % lorsque l'un des parents ou les deux travaillent à temps partiel. Au Royaume-Uni, on compte 1,3 million d'offres d'emploi. Le Plan élargi du Gouvernement britannique pour l'emploi, doté d'un budget de plusieurs milliards de livres sterling, permet d'aider un plus grand nombre de personnes à trouver un emploi et à obtenir un meilleur salaire. En mars 2022, le nombre de familles où aucun parent n'est en emploi a reculé de près d'un million et le nombre d'enfants vivant dans une famille où aucun parent n'est en emploi de près de 540 000, par rapport à 2010.

75. Le Royaume-Uni dispose d'un système de protection sociale solide. Pour la période 2022-2023, le Gouvernement britannique a prévu d'allouer plus de 254 milliards de livres sterling au système britannique de protection sociale, dont 108 milliards de livres sterling à la protection sociale de la population d'âge actif (en Angleterre, en Écosse et au pays de Galles) et 134 milliards de livres sterling à celle des retraités. Pour 2022-2023,

le Gouvernement britannique prévoit une aide au coût de la vie d'une valeur globale de 37 milliards de livres sterling, dont une somme de 650 livres sterling, versée en deux fois, pour les personnes bénéficiant d'une prestation sous condition de ressources. Est également prévu un montant supplémentaire de 500 millions de livres sterling destiné à aider les ménages de tout le Royaume-Uni à faire face au coût des produits de première nécessité, ce qui porte le financement total de ce type d'aide à 1,5 milliard de livres sterling depuis octobre 2021. En Angleterre, ce financement sera assuré à partir d'octobre par le biais du Fonds d'aide aux ménages, qui a déjà alloué, entre avril et septembre 2022, 421 millions de livres sterling à l'appui des ménages. Les administrations décentralisées recevront 79 millions de livres sterling supplémentaires, un montant calculé selon la formule de Barnett⁵².

76. Le Gouvernement britannique est tenu par la loi⁵³ de procéder à un examen annuel des montants des prestations et des pensions afin de vérifier s'ils sont suffisants par rapport au niveau général des prix ou, dans certains cas, des revenus. En avril 2020, les prestations versées aux personnes en âge de travailler ont été revalorisées de 1,7 %, selon l'indice des prix à la consommation. En avril 2021, on a enregistré une nouvelle hausse de l'indice des prix à la consommation de 0,5 % et en 2022-2023, les prestations ont été revalorisées de 3,1 %. Le coût de la revalorisation des prestations destinées aux personnes en âge de travailler est estimé à 2,6 milliards de livres sterling pour la période 2022-2023.

77. Le Gouvernement britannique veille à ce que le travail paie en permettant aux ménages à faible revenu qui travaillent et qui bénéficient du régime du crédit universel de garder une plus large part de leurs gains, grâce à la réduction du taux de dégressivité du crédit universel de 63 % à 55 % et au relèvement des seuils de revenu utilisés dans le cadre du régime du crédit universel de 500 livres sterling par an – ce qui signifie qu'environ 1,7 million de familles britanniques conserveront en moyenne 1 000 livres sterling de plus par an.

78. En mars 2021, le Gouvernement écossais et la Convention des autorités locales écossaises ont publié la stratégie « Ensemble contre la pauvreté »⁵⁴, visant à améliorer l'appui apporté aux personnes susceptibles de tomber dans l'indigence parce qu'elles n'ont pas droit à des aides publiques. Les principes de prévention, de partenariat et de personnalisation sous-tendent cette stratégie, qui définit une série d'actions dans les domaines des besoins essentiels, du conseil et de la sensibilisation, et de l'inclusion.

79. Dans son Programme pour le Gouvernement, le Gouvernement gallois a affirmé qu'il était déterminé à protéger, à rétablir et à développer les services publics destinés aux personnes vulnérables, et à améliorer la situation des ménages à faible revenu. Il prévoit notamment de continuer à appuyer le programme phare Flying Start⁵⁵ et de dégager des fonds supplémentaires pour la garde des enfants des parents qui suivent un programme d'enseignement ou de formation. Pour 2022-2023, le Gouvernement gallois a alloué 3,9 millions de livres sterling à l'appui de l'action qu'il mène pour remédier aux causes profondes de la pauvreté alimentaire et renforcer les mesures de lutte contre l'insécurité alimentaire.

80. Le 14 février 2022, le Gouvernement gallois a annoncé un ensemble de mesures d'appui, d'une valeur de plus de 330 millions de livres sterling, visant à aider les ménages gallois à faire face à l'augmentation critique du coût de la vie. Ainsi, tous les ménages qui bénéficient d'une aide dans le cadre du Programme de réduction de la taxe d'habitation pourront obtenir une indemnité de cherté de vie. Grâce à ces fonds, le Programme d'aide au chauffage en hiver, qui consiste en une enveloppe de 51,7 millions de livres sterling destinée à aider les ménages à faible revenu à faire face à l'augmentation du coût de la vie en hiver, pourra être prolongé d'une année supplémentaire, jusqu'à l'hiver prochain. Ce Programme sera mené parallèlement au Plan de lutte contre la précarité énergétique (2021-2035)⁵⁶, publié en mars 2021.

81. Entre 2021 et 2023, la priorité sera donnée à l'application du Plan d'exécution du pays de Galles pour le bien-être financier des personnes les plus démunies et des groupes vulnérables⁵⁷. Une phase d'examen a été prévue entre 2023 et 2024 afin de s'assurer que tout au long de la durée du Plan, qui est de dix ans, les résultats attendus demeurent modulables et pertinents.

82. À Jersey, l'aide au revenu a remplacé nombre de prestations qui étaient versées antérieurement par les départements des États et les paroisses. Elle est centralisée et ne nécessite qu'un seul formulaire de demande. Elle est accordée sous condition de ressources. L'aide au revenu est versée aux résidents permanents de l'île. De surcroît, le salaire minimum a récemment été revalorisé : au 1^{er} janvier 2022, le taux de salaire minimum est passé de 8,32 livres sterling à 9,22 livres sterling. Enfin, le Forum sur l'emploi entend revoir entièrement le cadre législatif en matière d'emploi, en accordant une attention particulière au niveau de protection des employés afin de s'assurer qu'ils sont traités de manière équitable et appropriée, et examiner le fonctionnement des contrats « zéro heure ».

83. En 2018, Guernesey a modifié son système de protection sociale, notamment en remplaçant son régime de prestations complémentaires et son dispositif de réduction du loyer par un régime d'aide au revenu. Par ailleurs, le Parlement de Guernesey a adopté un plan à moyen terme visant à porter le taux du salaire minimum à 60 % du salaire médian (sur la base d'une semaine de travail de 40 heures) sur une période de cinq ans.

Atténuation des effets de la pauvreté sur les enfants

84. Le Royaume-Uni est fermement résolu à protéger les enfants contre les effets de la pauvreté et a mis en œuvre diverses stratégies visant à combattre ce phénomène et à faciliter la mobilité sociale des familles les plus défavorisées. En Angleterre, par exemple, environ 1,7 million d'élèves satisfaisant aux critères fondés sur les prestations peuvent actuellement bénéficier de la gratuité de la cantine, ce qui permet aux familles d'économiser environ 400 livres sterling par an. Le Gouvernement compte également injecter plus de 200 millions de livres sterling par an, au cours des trois prochaines années, dans le programme « Activités et alimentation pendant les vacances », qui permet aux enfants bénéficiant de la gratuité de la cantine à l'école de se rendre gratuitement dans les centres de loisirs pour avoir accès à des activités enrichissantes et à des repas sains pendant les vacances. En Angleterre, en plus de la gratuité des repas, le Gouvernement britannique accorde aux étudiants une série d'aides financières leur permettant de suivre et de poursuivre des études supérieures, notamment des bourses destinées à couvrir en partie les frais de transport et l'achat de manuels et de fournitures, ainsi qu'une aide pour la garde d'enfants et les frais de logement.

85. En Angleterre, les écoles accueillant des élèves issus de milieux économiquement défavorisés obtiennent, via les ressources de base qui leur sont octroyées, des aides supplémentaires leur permettant d'améliorer les résultats scolaires et de soutenir la mobilité sociale. En 2022-2023, pour chaque élève économiquement défavorisé, les écoles reçoivent une aide financière supplémentaire d'environ 2 000 livres sterling. Le Gouvernement verse également aux établissements, via la formule de financement nationale des écoles, une aide financière visant à attirer, retenir et soutenir les élèves défavorisés de 16 à 19 ans.

86. Au pays de Galles, la Mesure de 2010 sur les enfants et les familles (pays de Galles) constitue le cadre législatif de lutte contre la pauvreté touchant les enfants. Elle impose aux ministres gallois et à des organismes publics désignés de publier une stratégie de lutte contre la pauvreté touchant les enfants, qui énonce les objectifs fixés à cet égard et les mesures qu'ils comptent prendre pour atteindre ces objectifs. La Stratégie de lutte contre la pauvreté touchant les enfants (2015) a pour objectifs de réduire le nombre d'enfants vivant dans une famille où aucun parent n'est en emploi, de consolider les compétences des parents et des jeunes, d'atténuer les inégalités en matière d'éducation, de santé et de revenu, de créer une économie et un marché du travail solides et d'adopter des mesures visant à accroître les revenus des ménages.

87. En Écosse, la loi de 2017 sur la pauvreté touchant les enfants (Écosse)⁵⁸ témoigne de la volonté du Gouvernement écossais de s'attaquer à ce phénomène : en effet, elle impose aux ministres écossais qu'ils rendent publics des plans d'exécution en matière de lutte contre la pauvreté touchant les enfants⁵⁹, énonçant les actions à mener pour progresser par rapport aux objectifs fixés. Ils sont également tenus par cette même loi de publier chaque année des rapports d'étape sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs fixés en matière de lutte contre la pauvreté touchant les enfants et l'application du Plan d'exécution. Le rapport annuel le plus récent souligne qu'en 2020-2021⁶⁰, le Gouvernement écossais a dépensé près de 2,5 milliards de livres sterling pour soutenir les ménages à faible revenu. Le Gouvernement écossais a également mis en place un large éventail d'aides

supplémentaires visant à protéger les personnes et les collectivités, dont l'extension de la gratuité de la cantine à tous les élèves pendant les périodes scolaires et le versement pendant les vacances scolaires d'une compensation financière en lieu et place de la cantine gratuite aux familles qui bénéficient de prestations soumises à des critères d'éligibilité.

88. Les économies réalisées grâce aux modifications apportées au système de prestations de Guernesey ont été réorientées vers le financement de services spécialement destinés aux enfants, comme les consultations subventionnées chez des médecins généralistes ou des infirmiers ou des infirmières, les consultations au service d'urgences et les examens bucco-dentaires gratuits annuels.

E. Droits de l'enfant

Convention relative aux droits de l'enfant

89. Le Gouvernement britannique souscrit pleinement aux principes énoncés dans la Convention relative aux droits de l'enfant. La législation nationale en vigueur au Royaume-Uni donne effet à la Convention et protège les droits des enfants. Les pouvoirs publics se sont efforcés de renforcer et d'améliorer la législation primaire, telle que les lois de 1989 et de 2004 sur l'enfance, la législation secondaire et les directives officielles afin de promouvoir le bien-être des enfants. L'article 11 de la loi de 2004 fait obligation à une série d'organisations, notamment les autorités locales, la police et les services de santé, de veiller à exercer leur mission en tenant compte de la nécessité de protéger le bien-être des enfants. Conformément aux directives officielles qui leur sont données, les directeurs des services à l'enfance sont tenus de tenir compte des principes généraux de la Convention et de veiller à ce que les enfants et les jeunes soient associés au développement et à la prestation des services locaux.

90. Conformément à la loi de 2014 relative à l'enfance et à la jeunesse (Écosse)⁶¹, les ministres doivent rendre compte tous les trois ans au Parlement écossais des progrès réalisés pour mieux donner effet aux principes de la Convention relative aux droits de l'enfant et des plans qu'ils ont adoptés pour la période triennale suivante. Le dernier plan d'action⁶² prévoit de renforcer la capacité des pouvoirs publics d'adopter une approche fondée sur les droits de l'enfant lors de la conception et de la prestation des services, et de faire en sorte que la société écossaise dans son ensemble connaisse et comprenne la Convention.

Lutte contre l'exploitation et la maltraitance des enfants

91. Le Gouvernement britannique est fermement résolu à lutter contre toutes les formes d'exploitation sexuelle d'enfants et d'abus sexuels sur enfants. L'approche adoptée par les pouvoirs publics pour lutter contre cette menace complexe et en constante évolution repose sur la Stratégie gouvernementale de lutte contre les abus sexuels sur enfants⁶³, qui vise à appuyer les professionnels de première ligne des secteurs de l'éducation, des services sociaux et de la santé et à établir des liens de coopération entre les partenaires de l'industrie et de la force publique, et le système de justice pénale au sens large, en vue de lutter contre les abus sexuels sur enfants, de traduire les délinquants en justice et d'apporter un soutien aux victimes et aux survivants.

92. En Angleterre, en 2019-2022, le Gouvernement britannique a financé à hauteur de 2 millions de livres sterling un programme d'appui à la lutte contre l'exploitation des enfants visant à améliorer les interventions stratégiques des autorités locales face aux violences commises contre les enfants en dehors de la famille, y compris l'exploitation sexuelle et criminelle des enfants. En 2021-2022, 1,5 million de livres sterling ont été débloquées par le Fonds régional pour le redressement post-COVID-19 en vue d'aider sept régions à appliquer à titre expérimental de nouvelles stratégies pour la protection des adolescents contre l'exploitation criminelle.

93. Le 1^{er} septembre 2020, le Gouvernement britannique a rendu obligatoire pour toutes les écoles l'enseignement de l'éducation affective et de l'éducation à la sexualité et à la santé. Ce nouveau programme d'enseignement met clairement l'accent sur l'établissement de relations saines et respectueuses et vise à faire en sorte que les élèves maîtrisent des sujets

tels que la manipulation psychologique des enfants à des fins sexuelles, l'exploitation sexuelle et la violence familiale, y compris le comportement dominateur ou coercitif.

94. Le Royaume-Uni fait figure de chef de file mondial dans la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants et les abus sexuels sur enfants et continue de collaborer étroitement avec ses partenaires internationaux pour établir des normes mondiales communes et renforcer les moyens dont la communauté internationale dispose pour combattre ce fléau. Parmi les mesures qu'il a prises, on peut citer la ratification de la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (Convention de Lanzarote) en 2018.

95. En Écosse et au pays de Galles, il est interdit d'infliger à un enfant des châtiments corporels, sous quelque forme que ce soit, et à Jersey, il est interdit de gifler les enfants depuis avril 2020.

96. À l'Île de Man, la loi de 2018 relative à la protection porte création d'un conseil chargé d'appuyer la protection des enfants et des adultes vulnérables et prévoit l'obligation de promouvoir la protection des enfants et des adultes vulnérables.

97. À Anguilla, de nombreux progrès ont été accomplis en matière de renforcement des droits de l'enfant, notamment l'adoption de lois telles que la loi de 2018 sur les mesures en matière de protection de l'enfance⁶⁴. S'agissant de l'archipel de Pitcairn, il est ressorti d'un examen des pratiques de protection de l'enfance réalisé en 2017 que la population avait une conscience bien plus aiguë des problèmes de sécurité auxquels se heurtaient les enfants.

F. Autres questions relatives aux droits de l'homme

Formation des agents publics aux droits de l'homme

98. Le Code des magistrats du parquet dispose que les magistrats sont tenus d'appliquer les principes de la Convention européenne des droits de l'homme à chaque stade d'une affaire. Des avis juridiques sont publiés en ligne afin d'aider les magistrats du parquet à appliquer le Code lorsqu'ils exercent leur pouvoir d'appréciation de l'opportunité des poursuites. Ces avis garantissent l'équité, la transparence et la cohérence des décisions. Ils ont été rédigés conformément aux obligations nationales et internationales mises à la charge du ministère public anglais en tant qu'autorité publique. Ces avis prennent également en compte les dispositions pertinentes de la Convention européenne des droits de l'homme et sont utilisés pour éclairer et compléter la formation dispensée aux magistrats du ministère public.

99. L'École de police établit et tient à jour les normes relatives à la formation des policiers. En 2014, elle a publié un Code de déontologie⁶⁵, qui inclut parmi les normes de déontologie de la police l'égalité et la diversité. Ce Code fait actuellement l'objet d'une mise à jour. La formation de base dispensée par l'École à toutes les nouvelles recrues accorde une place importante aux questions d'éthique policière et d'égalité. Le Gouvernement britannique a octroyé des fonds à l'École de police pour qu'elle mette sur pied un Centre national des chefs de police, chargé d'établir des normes et un cadre professionnels solides à l'intention des chefs de police à tous les niveaux.

100. En Écosse, à la suite des recommandations figurant dans l'étude indépendante « Activités de la police – questions relatives au traitement des plaintes, aux enquêtes et aux fautes professionnelles »⁶⁶, un Conseil de surveillance stratégique chargé d'intégrer les questions d'égalité, de diversité et d'inclusion dans tous les aspects de la planification et de l'exécution des activités de la police écossaise a été mis en place. Le Conseil veille également à ce que les obligations mises à la charge de la police écossaise par la loi de 2010 relative à l'égalité soient respectées. Un Groupe d'étude indépendant a également été créé afin d'aider la police écossaise à améliorer durablement les résultats en matière d'égalité, de diversité et d'inclusion dans l'ensemble de ses activités. Un rapport sur les conclusions de l'étude et les progrès réalisés sur le plan des résultats devrait être publié en septembre 2022.

101. Une formation aux droits de l'homme, couvrant des thèmes tels que l'égalité et la non-discrimination, l'interdiction de la torture et les droits de l'enfant, est dispensée aux fonctionnaires des Îles Caïmanes depuis 2012.

Droits de l'homme et lutte antiterroriste

102. Le Gouvernement britannique continue de considérer que sa législation et ses mesures antiterroristes sont conformes aux obligations internationales du Royaume-Uni en matière de droits de l'homme. Le Royaume-Uni est résolu à faire en sorte que son cadre législatif antiterroriste continue de s'appliquer à toutes les personnes, indépendamment de leur race, de leur appartenance ethnique ou de leur religion, et ne cible pas des particuliers ou des groupes en fonction de ces critères. Par exemple, concernant la loi de 2021 relative à la lutte contre le terrorisme et à la détermination de la peine, il a été publié une Déclaration sur l'égalité⁶⁷ examinant les effets potentiels des propositions du projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et à la détermination de la peine, au regard des neuf caractéristiques protégées par la loi de 2010 sur l'égalité⁶⁸. Il y est indiqué en conclusion qu'il est peu probable que ces mesures entraînent une discrimination indirecte en ce qu'elles ne défavorisent pas de manière disproportionnée les personnes présentant des caractéristiques protégées.

103. Le Gouvernement britannique dispose de divers mécanismes permettant de suivre de près l'application et l'incidence de la législation antiterroriste. La législation primaire du Parlement britannique fait régulièrement l'objet d'un examen post-législatif sur le fonctionnement réel des lois depuis leur entrée en vigueur. C'est ainsi qu'en 2021, le Gouvernement britannique a publié un mémorandum⁶⁹ à l'intention du Comité spécial aux affaires intérieures sur l'examen post-législatif de la loi de 2015 relative à la lutte contre le terrorisme et à la sécurité. Par ailleurs, le Gouvernement britannique est tenu par la loi de 2006 sur le terrorisme de nommer un expert indépendant chargé de l'examen de la législation relative au terrorisme, afin de s'assurer que la législation antiterroriste est efficace, juste et proportionnée. L'Expert indépendant actuellement en fonction est Jonathan Hall c.r. Cela contribue à assurer la transparence, à éclairer le débat public et politique et à maintenir la confiance de la population et du Parlement dans l'exercice des pouvoirs relatifs à la lutte contre le terrorisme. Pour qu'il puisse s'acquitter de ses fonctions, l'Expert indépendant a pleinement accès aux informations très sensibles détenues par le Gouvernement sur la lutte contre le terrorisme, ainsi qu'au personnel et aux partenaires opérationnels travaillant dans ce domaine. Le Gouvernement est tenu de publier les rapports annuels et les recommandations de l'Expert indépendant et de les présenter au Parlement, et de fournir une réponse complète. Dans son rapport annuel sur les lois de 2019 relatives au terrorisme, l'Expert indépendant a indiqué qu'il estimait de manière générale que la législation était bien comprise et consciencieusement appliquée⁷⁰.

Riposte à la pandémie de COVID-19

104. Face à la pandémie de Covid-19, le Gouvernement britannique a mis en place tout un train de mesures visant à protéger la vie et les moyens de subsistance des citoyens. Le Gouvernement britannique est intervenu dans l'ensemble du Royaume-Uni lorsque les aspects des interventions touchaient des domaines qui lui étaient réservés, et en Angleterre lorsque les aspects des interventions touchaient des domaines décentralisés, les administrations décentralisées ayant compétence sur ces aspects en Écosse, au pays de Galles et en Irlande du Nord. Le Gouvernement britannique et les administrations décentralisées ont travaillé en étroite collaboration tout au long des interventions pour faciliter, dans la mesure du possible, le lancement d'actions coordonnées.

105. Le Gouvernement britannique a piloté l'approvisionnement en vaccins contre la Covid-19 pour l'ensemble du Royaume-Uni, en étroite collaboration avec les administrations décentralisées chargées de la distribution des vaccins en Écosse, au pays de Galles et en Irlande du Nord. En Angleterre, les autorités ont lancé une campagne de vaccination contre la Covid-19 en tenant expressément compte de la nécessité d'atténuer les inégalités. C'est ainsi que la vaccination a été proposée aux sans-abri et aux réfugiés n'ayant pas de couverture médicale. Dans ses efforts de lutte contre les inégalités auxquelles les minorités ethniques se sont heurtées pendant la pandémie de Covid-19, le Gouvernement britannique a pris un certain nombre de mesures pour augmenter les taux de vaccination de ces groupes. Il a

notamment consacré plus de 46 millions de livres sterling à la mise en place, dans tout le pays, d'une armée d'ambassadeurs de la vaccination et de défenseurs locaux de la vaccination, à l'appui des 60 municipalités affichant les taux de prise en charge les plus bas⁷¹. Ces mesures s'inscrivaient dans le cadre d'un examen plus large de l'impact disproportionné de la COVID-19 sur les minorités ethniques, mené par la Ministre chargée des questions d'égalité, Kemi Badenoch. S'appuyant sur des recherches primées, les quatre rapports issus de cet examen ont permis au Gouvernement de mieux comprendre les principaux facteurs de risque à l'origine de cet impact disproportionné et ont contribué à définir la riposte des pouvoirs publics.

106. En Angleterre, le Gouvernement britannique s'est efforcé de réduire autant que possible les effets de la pandémie sur les enfants. Par exemple, plus de 1,95 million d'ordinateurs portables et de tablettes ont été distribués aux enfants et aux jeunes défavorisés dans le cadre d'un programme d'investissement gouvernemental de 520 millions de livres sterling visant à favoriser l'accès à l'enseignement à distance et à des services sociaux en ligne. Le Gouvernement britannique a également aidé plus de 130 000 familles anglaises à se connecter à l'Internet en améliorant la couverture mobile et en installant des routeurs 4G sans fil. Il a notamment établi des partenariats avec les principaux opérateurs de téléphonie mobile du Royaume-Uni afin qu'ils fournissent à plus de 33 000 enfants défavorisés des données gratuites leur permettant d'avoir accès à l'Internet et qu'ils distribuent plus de 100 000 routeurs 4G sans fil aux élèves n'ayant pas de connexion à Internet à la maison. En Angleterre, des fonds ont également été débloqués afin que les écoles et les prestataires de services d'enseignement postsecondaire puissent fournir un accès à Internet aux élèves défavorisés dont l'enseignement en présentiel a été interrompu en raison de la COVID-19.

107. Depuis le début de la pandémie de la COVID-19, le Gouvernement britannique a alloué, en Angleterre, plus de 180 millions de livres sterling à des programmes de redressement visant à améliorer l'enseignement précoce des langues et à former le personnel de la petite enfance, notamment les professionnels chargés d'épauler les parents dans l'apprentissage à domicile. Les progrès accomplis dans le cadre du programme Pupil Premium visant à relever les défis auxquels se heurtent les élèves défavorisés et à améliorer leurs résultats scolaires ont été considérablement entravés par la pandémie. Pour y remédier, le Gouvernement a annoncé l'octroi, en 2021-2022, d'une nouvelle subvention exceptionnelle pour le redressement post-pandémique d'une valeur de plus de 300 millions de livres sterling, destinée à aider les écoles publiques à soutenir les élèves les plus défavorisés. Toujours au titre du redressement post-pandémique, le Gouvernement a annoncé l'octroi d'une subvention supplémentaire d'un milliard de livres sterling en 2022-2023 et 2023-2024.

Autres réalisations

108. Le Gouvernement britannique met en œuvre le plus grand programme de rattrapage de l'histoire du Service national de santé, afin que chacun puisse bénéficier des soins qu'il est en droit d'attendre. La nouvelle taxe sur les soins de santé et l'aide sociale et les taux accrus de l'impôt sur les dividendes permettront de lever environ 13 milliards de livres sterling par an pour les dépenses de santé et d'aide sociale effectuées dans tout le Royaume-Uni. Les fonds provenant de la taxe, qui s'ajoutent au Plan de financement à long terme du Service national de santé annoncé en 2018, permettront d'accroître le budget du Service national de santé de l'Angleterre, qui passera de 123,7 milliards de livres sterling en 2019-2020 à 162,6 milliards de livres sterling en 2024-2025.

109. Le Gouvernement prévoit également de consacrer plus de 8 milliards de livres sterling sur trois ans, de 2022 à 2025, à l'appui du redressement électif du Service national de santé d'Angleterre et s'est également engagé à verser 5,9 milliards de livres sterling sur trois ans au Service national de santé d'Angleterre pour l'acquisition de nouveaux lits, équipements et moyens techniques.

Notes

- 1 <https://docstore.ohchr.org/SelfServices/FilesHandler.ashx?enc=6QkG1d%2fPPRiCAqhKb7yhsMvZSwVG0032ehxbx5k17IG2fsiFxBWzM3NdiZeN5Ma9idf1nG1tL92US2htWaTh8WYZpMHNIYkJPQM0Kt8BXkeltO22Jg3Ldp0sj%2bvvj6>
- 2 The UK's response to the Subcommittee on the Prevention of Torture and Other Cruel Inhuman or Degrading Treatment or Punishment's visit report from October 2020. (publishing.service.gov.uk)
- 3 CRC extension [CN.522.2020-Eng.pdf \(un.org\)](#)
CRC OP Armed Conflict extension [CN.523.2020-Eng.pdf \(un.org\)](#)
CRC OP Sale of Children extension [CN.524.2020-Eng.pdf \(un.org\)](#)
- 4 [P.63/2017: United Nations Convention on the Rights of the Child: compliance of draft Laws and training of States of Jersey employees.](#)
- 5 <https://www.gov.uk/government/publications/bill-of-rights-bill-documents>
- 6 <https://www.gov.uk/government/publications/hate-crime-action-plan-2016>
- 7 [Tackling Prejudice and Building Connected Communities Action Group - gov.scot \(www.gov.scot\).](#)
- 8 <https://www.legislation.gov.uk/asp/2021/14/contents/enacted>
- 9 <https://gov.wales/hate-hurts-wales>
- 10 [Ethnicity facts and figures – GOV.UK \(ethnicity-facts-figures.service.gov.uk\).](#)
- 11 [Commission on Race and Ethnic Disparities – Commission on Race and Ethnic Disparities: The Report – March 2021 \(publishing.service.gov.uk\).](#)
- 12 <https://www.gov.uk/government/publications/inclusive-britain-action-plan-government-response-to-the-commission-on-race-and-ethnic-disparities>
- 13 <https://www.gov.scot/publications/race-equality-framework-scotland-2016-2030/>
- 14 <https://www.gov.scot/publications/race-equality-action-plan-final-report/>
- 15 <https://www.gov.scot/publications/immediate-priorities-plan-race-equality-scotland/>
- 16 <https://gov.wales/anti-racist-wales-action-plan>
- 17 [Delivering for today, investing for tomorrow: the Government's programme for Scotland 2018-2019 – gov.scot \(www.gov.scot\).](#)
- 18 [Up to £2m funding for Women Returners Programme | Skills Development Scotland.](#)
- 19 <https://www.gov.scot/publications/fairer-scotland-women-gender-pay-gap-action-plan/>
- 20 <https://www.gov.scot/publications/gender-pay-gap-action-plan-annual-report/>
- 21 [UK strategy: safeguarding against sexual exploitation and abuse and sexual harassment within the aid sector – GOV.UK \(www.gov.uk\).](#)
- 22 <https://www.gov.scot/groups/misogyny-and-criminal-justice-in-scotland-working-group/>
- 23 [Misogyny and Criminal Justice Working Group recommendations: response – gov.scot \(www.gov.scot\).](#)
- 24 <https://gov.wales/sites/default/files/publications/2019-06/national-strategy-2016-to-2021.pdf>
- 25 [gen-ld11671-e.pdf \(senedd.wales\).](#)
- 26 [Results of the 'Women's Health – Let's talk about it' survey – GOV.UK \(www.gov.uk\).](#)
- 27 <https://www.gov.scot/publications/womens-health-plan/>
- 28 [CEDAW/C/OP.8/GBR/1 \(ohchr.org\).](#)
- 29 [Disability Confident employer scheme – GOV.UK \(www.gov.uk\).](#)
- 30 [Shaping future support: the health and disability green paper – GOV.UK \(www.gov.uk\).](#)
- 31 [Disability and Inclusion - States of Guernsey \(gov.gg\).](#)
- 32 [Supporting disabled people after COVID-19: How COVID-19 has affected disabled people in Wales and what Welsh Government are doing to support them.](#)
- 33 <https://www.gov.scot/publications/learning-intellectual-disability-autism-towards-transformation/>
- 34 [Northern Ireland \(Executive Formation etc\) Act 2019 \(legislation.gov.uk\).](#)
- 35 [The Marriage \(Same-sex Couples\) and Civil Partnership \(Opposite-sex Couples\) \(Northern Ireland\) Regulations 2019 \(legislation.gov.uk\).](#)
- 36 [The Marriage and Civil Partnership \(Northern Ireland\) \(No. 2\) Regulations 2020 \(legislation.gov.uk\).](#)
- 37 [Same-Sex Marriage \(Guernsey\) Law, 2016 \(Consolidated text\) \(guernseylegalresources.gg\).](#)
- 38 [UK National Action Plan on implementing the UN Guiding Principles on Business and Human Rights: progress update, May 2020 – GOV.UK \(www.gov.uk\).](#)
- 39 <https://www.gov.uk/government/collections/overseas-business-risk>
- 40 [Written statements – Written questions, answers and statements – UK Parliament.](#)
- 41 <https://questions-statements.parliament.uk/written-statements/detail/2021-12-08/hcws449>
- 42 [Military End-Use control refer to export of otherwise non-controlled items which are intended for use as components in, or production equipment for, military equipment in an embargoed destination.](#)
- 43 <https://www.gov.uk/government/news/g7-trade-ministers-statement-on-forced-labour-annex-a>
- 44 [UK Government Modern Slavery Statement \(publishing.service.gov.uk\)](#)
- 45 [Modern Slavery Act 2015 \(legislation.gov.uk\).](#)

-
- 46 [Find modern slavery statements – GOV.UK \(modern-slavery-statement-registry.service.gov.uk\).](#)
- 47 [The Listener scheme | How we can help | Samaritans.](#)
- 48 <https://www.prisoninspectorscotland.gov.uk/standards>
- 49 <http://www.sps.gov.uk/Corporate/Publications/Publication-8014.aspx>
- 50 <https://www.gov.uk/government/publications/service-justice-system-review>
- 51 <https://www.gov.uk/government/publications/sir-richard-henriques-review-report-on-strengthening-the-service-justice-system>
- 52 <https://www.gov.uk/government/publications/devolved-administration-funding-and-the-barnett-formula/devolved-administration-funding-and-the-barnett-formula>
- 53 [Social Security Administration Act 1992 \(legislation.gov.uk\).](#)
- 54 <https://www.gov.scot/publications/ending-destitution-together/>
- 55 [Flying Start Health Programme Guidance \(gov.wales\)](#)
- 56 [Tackling fuel poverty 2021 to 2035 \[HTML\] | GOV.WALES.](#)
- 57 [Delivery Plan for Wales | The Money and Pensions Service.](#)
- 58 <https://www.legislation.gov.uk/asp/2017/6/contents/enacted>
- 59 <https://www.gov.scot/publications/child-chance-tackling-child-poverty-delivery-plan-2018-22/>
- 60 <https://www.gov.scot/publications/tackling-child-poverty-third-year-progress-report-2020-2021/>
- 61 <https://www.legislation.gov.uk/asp/2014/8/contents/enacted>
- 62 <https://www.gov.scot/publications/progressing-human-rights-children-scotland-action-plan-2021-2024/>
- 63 [Tackling Child Sexual Abuse Strategy 2021 \(publishing.service.gov.uk\).](#)
- 64 [PART I \(cepal.org\).](#)
- 65 [code_of_ethics.pdf \(college.police.uk\).](#)
- 66 [Policing – complaints handling, investigations and misconduct issues: independent review – gov.scot \(www.gov.scot\).](#)
- 67 [cts-equality-statement.pdf \(publishing.service.gov.uk\).](#)
- 68 [Equality Act 2010 \(legislation.gov.uk\).](#)
- 69 [Memorandum to the Home Affairs Committee \(publishing.service.gov.uk\).](#)
- 70 [The Terrorism Acts in 2019 – GOV.UK \(www.gov.uk\).](#)
- 71 [Community Champions to give COVID-19 vaccine advice and boost take up – GOV.UK \(www.gov.uk\).](#)
-